

Gagner la paix

Sommaire et résumé

Introduction. Le spectre d'une nouvelle guerre mondiale hante les esprits (1). Le conflit nucléaire détruirait la planète mais faut-il renoncer à défendre la liberté menacée ? (2). L'Église entend, à la lumière de la Révélation, éclairer le chemin où l'humanité s'engage (3-4).

Première partie : Entre la guerre et le chantage. (a) La guerre, nucléaire, serait un suicide collectif dont aucune cause ne saurait justifier le déclenchement (5-6) ; il faut reconsidérer la guerre aujourd'hui (7). (b) Mais si personne ne veut réellement la guerre, certains en usent comme d'une menace et d'un chantage : Hitler hier (8), la sphère soviétique aujourd'hui - même si tout le mal n'est pas d'un seul côté (9-10) ; dans ces conditions la paix à tout prix n'est pas possible (11) et favoriserait ce qu'elle voudrait empêcher (12) ; un sain patriotisme est vertu (13). (c) Certains proposent l'alternative non violente au dilemme de la guerre ou de la capitulation (14) ; les chrétiens s'inspirent du Christ lui-même qui rappelle que le dernier mot n'est pas à la violence (15) ; mais ce risque pris par des personnes ne peut être pris par les États qui, en charge du bien commun, ont l'obligation de décourager l'agresseur éventuel et disposent pour cela du monopole de la force pour faire régner l'état de droit (16-17) ; la société internationale ne disposant pas encore d'une telle autorité, chaque pays doit d'abord compter sur lui pour sa propre défense (18) ; l'alternative non violente n'est pas convaincante (19) et même si elle peut avoir raison à long terme, elle est aléatoire à court et moyen terme (20-21).

Deuxième partie : La dissuasion nucléaire. La capacité nucléaire fait la puissance des États (22). (a) Les questions techniques posent des problèmes éthiques (23) et demandent un jugement prudentiel (24) ; les évêques entendent tracer les perspectives d'ensemble (25) : un pays menacé peut-il parer par une contre-menace, même nucléaire ? (26). L'Église catholique ne condamne pas cette parade, tout en en soulignant le caractère limite, provisoire et risqué (27-28). Une dissuasion équilibrée est moralement acceptable comme étape sur la voie d'un désarmement progressif, et dans une stratégie défensive (29-30) ; elle reflète la situation de détresse de l'homme (31-32). (b) Mais la menace ne signifie pas l'emploi, quand bien même elle suppose la possibilité d'un emploi effectif et que le passage à l'acte serait moralement très problématique (33-35) ; un usage immoral ne rend pas la menace immorale (36) ; le recours à la dissuasion est un moindre mal, moralement acceptable dans certaines conditions (37-38) ; cette ligne de crête est cependant dangereuse (39). (c) Il faut s'efforcer en conséquence d'échapper à cette spirale mortelle, coûteuse, épuisante (40-41) ; la non-guerre n'est pas la paix (42).

Troisième partie : Construire la paix, et non la guerre (43). (a) Sans renoncer à la défense armée, il faut encourager une authentique non-violence, réaliste, ne s'identifiant pas avec le refus de la violence et anticipatrice de demain (44-47). (b) En attendant l'interdiction de la guerre et l'établissement d'une autorité capable d'assurer la sécurité internationale, il faut encourager un désarmement progressif et réciproque (48-50). (c) Sans s'aveugler sur les égoïsmes humains, il faut encourager le dialogue qui, même limité et ambigu, est la seule voie pour débloquer la situation actuelle (51-53). (d) Gagner la paix est une œuvre de longue haleine qui suppose la conversion des cœurs (54), à la recherche de la vérité, de la liberté, de la justice et de la solidarité (55-58), à travers des institutions adaptées (59) et un respect véritable des droits de l'homme (59).

Conclusion. La paix suppose un homme en harmonie avec lui-même, avec le monde, avec les autres et avec Dieu (61-62), ce qui est une question de culture mais aussi une question spirituelle (63). La France n'aurait-elle pas aujourd'hui oublié ses sources, son baptême, son âme ? (64-66) La question ne vaut-elle pas aussi pour l'Occident, pour l'Est et pour toute la communauté humaine ? (67-68) L'Église invite tous les hommes de bonne volonté à se reconnaître les fils d'un Père commun, réunis par son Fils et rassemblés dans l'Esprit (69-70). Les évêques de France ont voulu baliser la route (71), invitent les chrétiens à œuvrer à la paix sur terre (72-73), qui est aussi don du ciel : « les uns contre les autres, nous ne gagnerons jamais plus la guerre ; les uns avec les autres, nous pouvons gagner la paix » (74).

Texte intégral

1. Le spectre d'une troisième guerre mondiale hante à nouveau les esprits. Des années de relative détente, sans ralentir la course aux armements, avaient fait baisser la fièvre dans le monde. Mais les événements de Pologne, l'invasion de l'Afghanistan, l'installation des SS 20 en Europe de l'Est et le projet de réajustement de l'équilibre par les Pershing ont réactivé la peur partout... et réanimé les manifestations pacifistes en Occident.
2. L'humanité atteint un seuil redoutable, les gens le sentent bien : un conflit nucléaire détruirait la planète. La guerre n'est plus un moyen de régler les conflits [...] si elle l'a jamais été ! « La justice, la sagesse, le sens de l'humanité réclament [...] la proscription de l'arme atomique », écrivait Jean XXIII dans l'encyclique *Pacem in terris*^[1]. Et cependant, la violence et l'oppression existent : refuser inconditionnellement de se défendre, ne serait-ce pas donner une prime au chantage ? Une guerre nucléaire anéantirait la terre... Mais faut-il, pour sauver la paix, aliéner notre liberté, notre dignité ? Peut-on envisager une défense qui se tienne au-dessous du seuil nucléaire ? « L'alternative non violente » est-elle à la mesure de la menace ? Comment trouver une issue dans ce labyrinthe où l'humanité tout entière risque de se perdre ? Personne ne peut plus se dérober à la question.
3. Au nom du Seigneur, source de la vie qu'il a confiée aux hommes, l'Église doit rappeler à temps et à contretemps son dessein d'amour et de réconciliation. Elle

« n'a pas toujours, pour autant, une réponse immédiate à chacune de ces questions ; elle désire toutefois joindre la lumière de la Révélation à l'expérience de tous, pour éclairer le chemin où l'humanité vient de s'engager » (*L'Église dans le monde de ce temps*, [GS 33.2](#)).

4. C'est pourquoi, après de longs échanges avec des hommes compétents de toutes tendances, les évêques de nombreux pays ont publié ces temps derniers des documents, parfois très denses, pour aider les hommes à explorer ces chemins nouveaux à la lumière de la foi. Quant à nous, nous voudrions simplement apporter notre contribution de pasteurs de l'Église de Jésus-Christ à l'effort de tous pour la construction d'une paix authentique[2].
5. Entre la guerre et le chantage.
6. (*a. La guerre.*) La menace d'un conflit nucléaire n'est pas chimérique. Le caractère suicidaire d'un tel conflit le rend improbable mais pas impossible. Les experts doutent de la possibilité de le contrôler et de le limiter s'il était déclenché. Personne ne gagnerait une guerre nucléaire. Ce serait le suicide de l'humanité : les deux supergrands ont de quoi anéantir sept fois l'autre : leurs alliés et les « non alignés » pourraient-ils échapper à ce suranéantissement ? D'ailleurs, les spécialistes appellent le dernier stade d'une guerre nucléaire « la guerre démentielle » ou le « spasme[3]».
7. Aucune cause ne saurait justifier le déclenchement d'une telle conflagration puisqu'il y va de la survie de l'humanité. Il en va de même pour les autres formes de guerre suicidaire dont on parle moins, même si l'on les prépare : la guerre bactériologique et la guerre chimique. Cependant qu'à trop centrer l'attention sur la guerre nucléaire, on risque de minimiser les guerres « conventionnelles » modernes. Plus « contrôlable » (et à ce titre moins totalement immorale), une guerre classique tend à devenir démentielle aussi : les bombardements de Tokyo, de Dresde ou de Hambourg ont fait plus de victimes que les deux bombes atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki... Et chacun sait que, dans un affrontement direct par des armes conventionnelles entre deux puissances nucléaires, les armements classiques risqueraient d'être un détonateur pour des engins nucléaires tactiques puis stratégiques. Il serait difficile à une puissance dotée d'armes nucléaires de ne pas y recourir si elle se sentait débordée par les armes conventionnelles. C'est pourquoi les puissances nucléaires ont soigneusement évité jusqu'ici de s'affronter directement.
8. « Tout cela nous force à reconsidérer la guerre dans un esprit entièrement nouveau », disait le concile Vatican II, voilà vingt ans déjà[4].
9. (*b. Le chantage.*) À vrai dire, personne ne veut la guerre. Et moins que quiconque les spécialistes, plus informés des risques. Le « vainqueur » (?) se trouverait lui-même ruiné et l'avantage de régner sur un adversaire « vitrifié » n'est pas évident. Mais certains pays entendent bien tirer les avantages de la guerre sans payer le prix de son déclenchement : en agitant simplement la menace, ils exercent un chantage permanent. Hitler a usé de cette stratégie sur les démocraties occidentales. Celles-ci ont reculé pour ne pas le « provoquer » lors du réarmement de la Ruhr, de l'occupation de l'Autriche, puis des Sudètes, puis de la Tchécoslovaquie tout entière. Il a fallu l'invasion de la Pologne pour que les démocraties occidentales réalisent qu'elles avaient reculé pour mieux

- sauter. « Le conquérant aime toujours la paix. Il souhaiterait pénétrer sur notre territoire sans trouver de résistance », écrivait Clausewitz, orfèvre en la matière
10. La situation présente n'est pas sans analogie. Cependant que d'anciennes démocraties sont maintenues de force dans le giron de l'Est, une pression constante s'exerce sur les démocraties occidentales pour les neutraliser et les faire entrer si possible dans la sphère d'influence de l'idéologie marxiste-léniniste. Persuadée qu'elle détient le secret de la libération des hommes et des peuples, celle-ci se croit autorisée à imposer à tous ce qu'elle pense être leur plus grand bien.
 11. Il ne s'agit pas d'alimenter une conception manichéenne du monde : tout le mal d'un côté, tout le bien de l'autre ! L'Occident est malade lui aussi. Le matérialisme — qu'il soit théorique comme à l'Est ou pratique comme à l'Ouest — est une maladie mortelle pour l'humanité, et les États marxistes léninistes n'ont pas le monopole de l'impérialisme. Ils font même école parfois jusque dans les systèmes qui leur sont les plus opposés. Mais il serait injuste de renvoyer tout le monde dos à dos et de fermer les yeux sur le caractère dominateur et agressif de l'idéologie marxiste-léniniste. Pour celle-ci, tout, même l'aspiration des peuples à la paix, doit être utilisé pour la conquête du monde.
 12. Dans ces conditions, la condamnation absolue de toute guerre ne met-elle pas les peuples pacifiques à la merci de ceux qu'anime une idéologie de domination ? Pour échapper à la guerre, ces peuples risquent de succomber à d'autres formes de violence et d'injustice : colonisation, aliénation, privation de leur liberté et de leur identité. À la limite, la paix à tout prix conduit une nation à toutes sortes de capitulations. Un désarmement unilatéral peut même provoquer l'agressivité des voisins en nourrissant la tentation de saisir une proie trop facile : « après tout, il vaut mieux pour nous devenir leur proie. Nous serons esclaves, sans doute, mais nous vivrons », disaient les compatriotes de Judith, terrorisés par les exactions d'Holopherne... que leur défaitisme encourageait (Jdt 7, 27).
 13. Dans un monde où l'homme est encore un loup pour l'homme, se transformer en agneau ce peut être provoquer le loup. Des générosités mal éclairées ont parfois provoqué les périls qu'elles croyaient exorciser. Une non-violence mal ajustée peut déclencher des réactions en chaîne de violences inexpiables. C'est ce qui fait écrire aux évêques allemands : « Une renonciation unilatérale et déclarée à cette protection et à cette résistance peut, comme l'expérience de l'histoire nous l'a appris, être comprise comme un signe de faiblesse et, éventuellement, comme une invitation au chantage politique. Une telle renonciation est de nature à favoriser précisément ce qu'elle est censée empêcher : que des innocents soient opprimés, qu'ils soient victimes de la souffrance ou de la violence[5]. »
 14. Le patriotisme est une vertu. Il ne doit pas être confondu avec un nationalisme exacerbé ou une xénophobie aveugle. Il fait place au souci légitime pour un pays de rester lui-même et de se défendre contre une injuste agression.
 15. 14. (*c. L'alternative non violente.*) Mais l'alternative « la guerre ou la capitulation » ne s'impose pas, disent des gens de plus en plus nombreux. Nous ne sommes pas enfermés dans ce dilemme ; il existe une porte de sortie, une « porte étroite », comme celle du royaume (Mt 7, 13), mais praticable : la non-

violence.

16. Les courants « non violents » sont multiples, depuis la non-violence absolue, tous azimuts, jusqu'à la résistance non violente : soucieux de prendre en compte la réalité de la menace et de l'agressivité dans le monde, ce dernier courant refuse la capitulation et la paix à tout prix[6]. Les chrétiens trouvent ici des résonances évangéliques, eux qui ont entendu le conseil « de ne pas résister aux méchants » et même de « tendre la joue » (Mt 5, 30). Le Christ, après avoir invité Pierre à remettre l'épée au fourreau (Jn 18, 11) se tait devant ses juges (Mt 26, 63 ; 27, 14) et s'avance comme un brebis à l'abattoir, comme un agneau qui n'ouvre pas la bouche (Ac 8, 32). Il rappellera aux hommes, jusqu'à la fin des temps, que le dernier mot ne peut être à la violence.
17. La non-résistance du Christ, le pardon qu'il prône, est le sel qui, seul, peut sauver la terre de la corruption de la violence. La non-violence demeure comme un appel pour chaque homme et même pour les communautés humaines. Mais la non-violence est-elle transposable telle quelle aux États ? L'Église a toujours reconnu au pouvoir politique le droit de repousser la violence par la force. Le Christ ne conteste pas l'autorité de Pilate (Jn 19, 11) et saint Paul reconnaît le droit de glaive... à Néron ! (voir Rm 13, 1-5 ; 1 P 2, 13-14). La non-violence est un risque que peuvent prendre les personnes. Les États qui, par fonction, doivent défendre la paix, peuvent-ils prendre ce risque ?
18. Dans le monde de violence et d'injustice qui est le nôtre, les hommes politiques ont le devoir de sauvegarder le bien commun de la cité dont ils ont la charge. Celui-ci est fait de paix mais, inséparablement, de justice, de solidarité, de liberté. Pour ce faire, ils doivent avoir les moyens de décourager, autant que possible, un agresseur éventuel. L'État a le monopole de la force sur son territoire[7]. Il vaut mieux la montrer pour n'avoir pas à l'exercer. En cas de nécessité cependant, l'État peut y recourir : un recours juste et mesuré sert encore la paix et le bien commun, car il dissuade les citoyens de se faire justice eux-mêmes : on sait en effet à quelles injustices et à quels désordres on arrive quand l'état de droit fait place à la loi du plus fort. Les milices d'autodéfense traduisent une régression politique de l'organisation juridique de la cité. La menace de la force « publique » et, en cas de nécessité, son usage conforme au droit sont un progrès politique : un État « policé » - qui n'est pas un État policier - est une garantie de paix pour les citoyens.
19. Dans les relations internationales, malheureusement, aucune instance n'est encore assez puissante et efficace pour imposer cet état de droit. On ne peut donc refuser à chaque pays le droit à la légitime défense contre les menaces extérieures comme devant les périls intérieurs[8]. On ne saurait lui dénier le droit d'en acquérir les moyens, et des moyens adaptés aux menaces auxquelles il doit faire face, et ceci longtemps à l'avance car une défense efficace ne s'improvise pas au gré des crises internationales.
20. Mais justement, disent les partisans de la résistance non violente, la défense la plus efficace ne serait-elle pas la résistance passive à des occupants ? Des techniques d'action non violentes ont fait leurs preuves. On cite en particulier Gandhi. Tout ceci doit être pris en considération. Mais peut-on affirmer que ces méthodes sont convaincantes au point de rendre caduque une défense armée ?

- On imagine à quels holocaustes aussi aboutirait la résistance, même passive, de peuples entiers livrés sans appuis militaires extérieurs, à des bourreaux sans scrupules[9].
21. Et pourtant la logique (menace/contre-menace) ne pourra durer éternellement, on le verra plus loin. Les non-violents n'ont-ils pas raison à long terme ?
 22. À court et à moyen terme cependant, l'alternative non violente paraît encore bien aléatoire. En tout cas, pas assez sûre pour qu'on puisse reprocher aux responsables de la vie et de l'intégrité de la nation de recourir à une dissuasion de contre-menace armée.
 23. La dissuasion nucléaire.
 24. La capacité nucléaire confère aux États qui l'ont acquise une puissance incontestable. Sans prétendre à la parité avec les supergrands, une puissance moindre a désormais les moyens d'infliger à un agresseur beaucoup plus puissant des dommages insupportables. On a parlé chez nous à ce sujet du « pouvoir égalisateur de l'atome ». Égalité relative sûrement Mais, disent nos stratèges, les systèmes d'armes nucléaires nous permettent de causer à un agresseur des dommages sans commune mesure avec les avantages qu'il tirerait lui-même de son agression. C'est « la dissuasion du faible au fort » de nos experts.
 25. (*a. Des questions nouvelles.*) Nous n'entrerons pas ici dans les débats techniques des spécialistes sur la crédibilité de notre défense, sur l'échelonnement de nos moyens classiques, nucléaires, tactiques et stratégiques, et leur articulation avec des systèmes d'alliance. Chacun pose des problèmes éthiques spécifiques qui relèvent de la vertu de prudence : moralité d'une riposte effective par armes conventionnelles, premier emploi d'une frappe nucléaire tactique (seulement, en principe), riposte par seconde frappe, etc. D'autres problèmes se posent autour de l'articulation avec les alliés, du contrôle de l'action par le pouvoir politique et jusqu'où, etc. Dans ces problèmes très techniques à retentissement éthique, il faut se garder de deux excès : l'évacuation du jugement éthique comme si l'on devait abandonner des choses aussi lourdes de signification humaine à la seule logique technique ; les jugements péremptoires de type déductif, qui feraient bon marché des composantes techniques.
 26. Entre les deux excès, il convient de chercher à formuler un jugement prudentiel au plus près des contingences pesées avec une extrême circonspection et qui accepte une modulation des certitudes et des interrogations : il y va du respect des choses en jeu et du crédit d'une parole responsable[10].
 27. Mais ici nous voulons en rester aux perspectives d'ensemble[11].
 28. La question centrale qui se pose alors est la suivante : dans le contexte géopolitique présent, un pays menacé dans sa vie, dans sa liberté ou son identité, a-t-il moralement le droit de parer à cette menace radicale par une contre-menace efficace, même nucléaire ?
 29. Jusqu'ici, tout en soulignant le caractère limite de cette parade et l'énorme risque qu'elle nourrit, l'Église catholique n'a pas cru devoir la condamner : « Les aunes scientifiques, il est vrai, n'ont pas été accumulées dans la seule intention d'être employées en temps de guerre. En effet, comme on estime que la puissance défensive de chaque camp dépend de la capacité foudroyante d'exercer des

représailles, cette accumulation d'armes, qui s'aggrave d'année en année, sert d'une manière paradoxale à détourner des adversaires éventuels. Beaucoup pensent que c'est là le plus efficace des moyens susceptibles d'assurer aujourd'hui une certaine paix entre les nations... Quoi qu'il en soit de ce procédé de dissuasion, on doit néanmoins se convaincre que la course aux armements, à laquelle d'assez nombreuses nations s'en remettent, ne constitue pas une voie sûre pour le ferme maintien de la paix et que le soi-disant équilibre qui en résulte n'est ni une paix stable ni une paix véritable », dit le concile Vatican II [12].

30. Il s'agit là d'une réponse momentanée, pour parer une situation limite d'où il faut sortir au plus tôt, tant est grand le risque. « Avertis des catastrophes que le genre humain a rendues possibles, mettons à profit le délai dont nous jouissons et qui nous est concédé d'en haut pour que, plus conscients de nos responsabilités personnelles, nous trouvions les méthodes qui nous permettront de régler nos différends d'une manière plus digne de l'homme[13]. »
31. Le temps passe et le délai s'amenuise, aussi les évêques américains ont lancé un cri d'alarme au monde : « Le défi de la paix[14]. » Cependant, la situation n'a pas évolué au point de rendre caduc le jugement pratique du Concile. Jean Paul II lui-même écrivait l'an dernier : « Dans les conditions actuelles, une dissuasion basée sur l'équilibre, non certes comme une fin en soi, mais comme étape sur la voie d'un désarmement progressif, peut encore être jugée comme moralement acceptable. Toutefois, pour assurer la paix, il est indispensable de ne pas se contenter d'un minimum toujours grevé d'un réel danger d'explosion[15]. »
32. Si l'Église parle ainsi, ce n'est pas sans de graves raisons. Seule une attitude défensive permet de légitimer encore ce jeu mortel aux portes de l'enfer : « On ne peut aimer avec des armes offensives entre mains », disait Paul VI à l'ONU en 1965[16].
33. « Armes offensives ! » Pauvre mot, précision presque dérisoire qui en dit long sur notre situation de détresse. Le pape savait bien que les armes offensives et défensives sont, en gros, les mêmes et que l'offensive est dans le cœur des hommes. C'est pourquoi Paul VI poursuivait : « Tant que l'homme restera l'être faible, changeant et même méchant qu'il se montre souvent, les armes défensives seront, hélas ! nécessaires... »
34. Et le pape qui s'exprime ainsi est celui qui disait en même temps : « Jamais plus les uns contre les autres, jamais, plus jamais... » « L'humanité devra mettre fin à la guerre ou c'est la guerre qui mettra fin à l'humanité... » (comme disait .J.-F. Kennedy). « Jamais plus la guerre, jamais plus la guerre ! ».
35. (*b. La menace n'est pas l'emploi.*) Cette logique est, bien sûr, une logique de détresse ; elle ne peut cacher sa faiblesse congénitale. Certes, c'est pour n'avoir pas à faire la guerre qu'on veut se montrer capable de la faire. C'est encore servir la paix que de décourager l'agresseur en le contraignant à un commencement de sagesse par une crainte appropriée. La menace n'est pas l'emploi. C'est la base de la dissuasion et on l'oublie souvent en attribuant à la menace la même qualification morale qu'à l'emploi.
36. Toutefois, l'on voit tout de suite le danger de la logique de la dissuasion. Pour ne pas laisser à l'agresseur éventuel des illusions sur la crédibilité de notre

- défense, il faut qu'on se montre résolu à passer à l'action si la dissuasion échoue.
37. Or, la légitimité morale de ce passage à l'acte est plus que problématique. D'autant plus que, en France, notre dissuasion « du faible au fort », la dissuasion du pauvre, ne fait pas le détail : faute de moyens très diversifiés, elle repose encore sur une stratégie anticités... condamnée, elle, clairement et sans appel par le Concile. « Tout acte de guerre qui tend indistinctement à la destruction de villes entières ou de vastes régions avec leurs habitants est un crime contre Dieu et contre l'homme lui-même, qui doit être condamné fermement et sans hésitation[17]. »
 38. Mais la menace n'est pas l'emploi. L'immoralité de l'usage rend-elle immorale la menace ? Ce n'est pas évident. Car nous ne pouvons « pas faire abstraction de la complexité des choses telles qu'elles sont », disait le Concile[18]. Dans la situation de violence et de péché qui est celle du monde, les politiciens et les militaires ont un devoir de justice de désamorcer les chantages auxquels la nation pourrait être soumise. « La charité ne peut remplacer le droit, écrivent les évêques allemands. L'amour exige d'abord le respect des droits de l'homme en tant que droits fondamentaux de toute société. Leur respect est le trait d'union avec la paix dans la liberté à l'intérieur et à l'extérieur[19]. »
 39. Affronté à un choix entre deux maux quasiment imparables, la capitulation ou la contre-menace... on choisit le moindre sans prétendre en faire un bien[20]!
 40. Il est clair que le recours à la dissuasion nucléaire suppose, pour être moralement acceptable : qu'il s'agisse seulement de défense ; que l'on évite le surarmement : la dissuasion est atteinte à partir du moment où la menace formulée rend déraisonnable l'agression d'un tiers ; que toutes les précautions soient prises pour éviter une « erreur » ou l'intervention d'un dément, d'un terroriste, etc. ; que la nation qui prend le risque de la dissuasion nucléaire poursuive par ailleurs une politique constructive en faveur de la paix.
 41. Cette ligne de crête est fort dangereuse. C'est dire qu'on doit, si l'on veut éviter le gouffre, au plus tôt sortir de cette logique de l'absurde... qui est grevée en plus, d'autres contradictions.
 42. (*c. Une spirale mortelle.*) En effet, notre situation, périlleuse en elle-même, est aggravée encore par le caractère instable de l'équilibre acquis. Malgré toutes les précautions prises, le monde n'est pas à l'abri d'une déflagration par accident, d'autant plus qu'augmente le nombre des partenaires de ce jeu mortel.
 43. De plus, la hantise de la percée technologique chez le partenaire : une découverte, un progrès important qui lui assure momentanément une supériorité incontestable et l'expose à provoquer l'épreuve de force, nourrit la spirale de la course à l'armement[21]. Course épuisante pour les protagonistes, mais aussi pour les autres qui, d'une manière ou d'une autre, financent le surarmement des grands. Ces dépenses stériles appauvrissent les pauvres, ne serait-ce qu'en empêchant de partager des ressources consacrées aux armes. Et la disparité croissante entre le Nord et le Sud accumule des tensions grosses de conflits en excitant « la colère des pauvres aux imprévisibles conséquences » qu'annonçait déjà Paul VI dans l'encyclique *Populorum progressio*[22]. « Toute course épuisante aux armements devient un scandale intolérable », disait-il encore[23].
 44. La dissuasion nucléaire n'a pas empêché des guerres atroces depuis 1945: on a

dénombré cent trente conflits qui ont fait entre trente et cinquante millions de morts. Mais elle a empêché l'affrontement direct suicidaire entre les supergrands. On ne peut lui dénier un certain rôle régulateur, une sagesse primaire... mais dangereuse, car si la crainte peut être le commencement de la sagesse, elle n'est pas la sagesse. Et la « non-guerre » reposant sur la crainte n'est pas la paix. Cette crainte laissée à elle-même peut être mortelle doublement, soit parce qu'elle s'amenuise avec l'accoutumance, soit au contraire parce qu'elle crée chez certains le vertige de la fascination.

45. Construire la paix.

46. *Celui qui se sert de l'épée périra par l'épée* (Mt 26, 52). Certes ici encore la transposition au plan collectif interdit les simplifications abusives. Mais la direction est montrée.

47. 44. (*a. La référence non violente.*) L'Église n'encourage point le pacifisme à outrance. Elle n'a jamais prôné un désarmement unilatéral sachant bien qu'il peut être une prime à la violence d'un agressif complexe militaire, politique et idéologique. Mais elle reconnaît le message évangélique dans les appels à la non-violence : c'est un rappel prophétique du caractère destructeur de la violence. « La colère, même légitime, déforme le visage », dit un proverbe polonais. Même légitime, la violence est redoutable. Elle l'est au maximum quand il s'agit de la spirale suicidaire que nous venons d'évoquer. Celle-ci introduit le monde dans une situation de péché et chacun d'entre nous dans des réseaux de responsabilité où la conscience est impliquée. Aussi les appels constants des hommes et des femmes qui, par-delà la triste nécessité présente, nous invitent à en démontrer la Logique de mort, doivent être entendus. Le temps ne serait-il pas venu, sans renoncer bien sûr à la défense armée, d'examiner soigneusement le rôle et l'efficacité des techniques non violentes, de mieux peser leurs risques et leurs chances comme aussi le rôle et les risques de la course aux armements ?

48. Au cœur de la cité, ceux qui sont plus sensibles au risque de la violence déchaînée doivent être écoutés. Ils servent le bien commun en empêchant la logique du court terme de refermer son cercle infernal. A juste titre, ils refusent d'être considérés comme des idéalistes. C'est être réaliste que d'en appeler à la possibilité de transformation qui habite le réel d'aujourd'hui, ils sont peut-être des pionniers.

49. La non-violence « ne saurait se définir par le seul refus de la violence. Elle ne se réduit pas à des techniques mises au point par Gandhi qui n'en faisait d'ailleurs pas un absolu. La non-violence est un esprit qui puise toute sa sève dans les Béatitudes... Selon le mot d'Olivier Lacombe, "Gandhi a forcé les chrétiens à se souvenir que l'Évangile est efficace". « Le non-violent se tient éveillé au milieu des hommes résignés à une violence omniprésente[24]. » Une telle vocation ne peut être ni assumée à la légère ni traitée à la légère.

50. Mais quand elle plaide pour le réel de demain, la non-violence ne peut ignorer le poids réel d'aujourd'hui : il faut bien que des hommes de cœur aussi en portent le souci et les contraintes.

51. (*b. Le désarmement, une tâche commune.*) En même temps qu'elle reconnaît cette nécessité présente d'une défense armée, l'Église invite constamment à la

- dépasser. « Il est donc clair que nous devons tendre à préparer de toutes nos forces ce moment où, de l'assentiment général des nations, toute guerre pourra être absolument interdite. Ce qui assurément requiert l'institution d'une autorité publique universelle, reconnue par tous, qui jouisse d'une puissance efficace susceptible d'assurer à tous la sécurité, le respect de la justice et la garantie des droits », disait le Concile[25].
52. La ligne tracée est nette : il faut renforcer les organismes internationaux, même si de ce côté les choses ont peu progressé, ce qui conduit Jean Paul II à préciser : « Évidemment l'objet du dialogue international portera aussi sur la dangereuse course aux armements, de manière à la réduire progressivement comme je l'ai suggéré dans mon message lu à l'ONU en juin dernier, et conformément au message que les savants de l'Académie pontificale des sciences ont porté de ma part aux responsables des puissances nucléaires. Au lieu d'être au service des hommes, l'économie se militarise. Le développement et le bien-être sont subordonnés à la sécurité. Sciences et technologie se dégradent en auxiliaires de la guerre. Le Saint-Siège ne se lassera pas d'insister sur la nécessité de freiner la course aux armements par des négociations progressives, appelant à la réciprocité. Il continuera à encourager tous les pas, même les plus petits, du dialogue raisonnable en ce domaine capital[26] » Comme toujours le pape parle de désarmement progressif, réciproque.
53. Ces efforts vers le désarmement n'incombent pas seulement à quelques responsables et experts. Tous les citoyens sont concernés comme « payeurs » d'abord au titre des impôts... et ensuite comme victimes éventuelles C'est pourquoi ils doivent être aussi « conseillers », à condition de se soucier de l'information sérieuse qu'appelle le sérieux de l'enjeu, à savoir la paix et la liberté de la nation et du monde : « Que l'on prenne garde cependant de ne point s'en remettre aux seuls efforts de quelques-uns, sans se soucier de son état d'esprit personnel. Car les chefs d'État, qui sont les répondants du bien commun de leur propre nation et en même temps les promoteurs du bien universel, sont très dépendants des opinions et des sentiments de la multitude », dit encore Vatican II[27].
54. (*c. Le dialogue nécessaire et difficile.*) Ces progrès supposent une volonté permanente de dialogue. Le Saint-Père a consacré son message pour la Journée de la paix du 1er janvier 1983 à cette nécessité vitale. Il souligne la fécondité du dialogue dans toutes les relations. Avec le réalisme qu'on lui connaît, il aborde de front même le dialogue apparemment impossible, quand la perversité humaine le dégrade en monologue : « Cette attitude peut cacher tout simplement l'égoïsme aveugle et sourd d'un peuple ou plus souvent la volonté de puissance de ses dirigeants. Il arrive d'ailleurs qu'elle coïncide avec une conception outrancière et dépassée de la souveraineté et de la sécurité de l'État. Celui-ci risque alors de devenir l'objet d'un culte pour ainsi dire indiscutable, de justifier les entreprises les plus contestables... Enfin, lorsque certaines parties en présence sont nourries d'idéologies qui, malgré leurs déclarations, s'opposent à la dignité de la personne humaine, à ses justes aspirations selon les saints principes de la raison, de la loi naturelle et éternelle (voir *Pacem in terris*, AAS 55, 1963, p 300), d'idéologies qui voient dans la lutte le moteur de l'histoire,

dans la force la source du droit, dans le discernement de l'ennemi l'abc de la politique, le dialogue est figé et stérile ou, s'il existe encore, il est en réalité superficiel et faussé. Il s'ensuit presque une incommunicabilité entre les pays et les blocs ; même les institutions internationales sont paralysées ; et l'échec du dialogue risque alors de servir la course aux armements. Cependant, même dans ce qui peut être considéré comme une impasse dans la mesure où les personnes font corps avec de telles idéologies, l'essai d'un dialogue lucide semble encore nécessaire pour débloquer la situation et œuvrer pour les aménagements possibles de la paix sur des points particuliers, en comptant sur le bon sens, sur les perspectives de danger pour tous et sur les justes aspirations auxquelles adhèrent en grande partie les peuples eux-mêmes[28]. »

55. L'Église a conscience des limites du dialogue. Et même de son ambiguïté. Cependant, elle le réclame et y encourage positivement en participant elle-même aux rencontres internationales à Helsinki et à Belgrade par exemple. Simplement, elle demande qu'on sache les enjeux et les limites. Certains sont tentés d'ironiser sur ce dialogue ambigu... Mais si l'on admet une dissuasion « de détresse » pour une situation de détresse, ne doit-on pas admettre aussi un dialogue de détresse ? Par rapport au dialogue de sourds que sont nos menaces et contre-menaces, le dialogue de malentendants n'est-il pas déjà un progrès ? Se parler, s'écouter, décoder le langage du voisin, n'est-ce pas déjà une manière de s'entendre et inverser la spirale de Babel ?
56. Car on ne peut en rester au blocage actuel : la non-guerre n'est pas la paix. Elle en est une condition nécessaire mais insuffisante. Une « non-guerre » qui ne s'accompagne pas d'un effort constructif pour asseoir une paix véritable est forcément provisoire. La nécessité urgente de dépasser la guerre et sa menace accule l'humanité à construire la paix. La radicalité du nucléaire enlève désormais à quiconque la prétention de gagner une guerre nucléaire. La dissuasion apparaît comme une solution de détresse, éminemment provisoire. Il n'y a donc pas d'alternative pour nous : il nous faut gagner la paix.
57. 54. (*d. Gagner la paix.*) C'est évidemment une œuvre de longue haleine car elle requiert une véritable conversion des cœurs. Une paix durable, au-delà d'une simple coexistence, exige une certaine concorde, une harmonie entre les personnes, les communautés humaines et les nations. Elle exige des institutions pour la rencontre, le dialogue et la construction d'un monde meilleur..., sous peine d'en rester au stade des bons sentiments. Mais celles-ci ne seront que des tours de Babel décevantes si elles ne sont pas l'incarnation d'attitudes spirituelles que Jean XXIII articulait autour de quatre pôles : la vérité, la justice, la solidarité et la liberté.
58. Pas de paix sans vérité. Le mensonge, l'intoxication et la désinformation alimentent la défiance. Sans un minimum de confiance, sans le respect de la parole donnée, il n'y a plus de vie commune possible. Celle-ci s'apprend normalement au sein de la famille, basée sur le mariage, lieu de la parole donnée et tenue. Cet engagement, cette alliance conjugale fonde plus qu'on ne croit toute vie sociale vraiment humaine.
59. Pas de paix sans liberté. Un homme véritable aspire à prendre son destin en main. L'une des conquêtes de la démocratie est précisément l'aménagement d'un

- espace social, économique et politique qui permet la participation de tous à ce qui touche à la vie de tous. C'est pourquoi là où la légitime liberté des personnes et des groupes humains est bafouée, il n'y a pas de paix véritable. Un pouvoir peut s'imposer par la force, mais ce pouvoir n'est pas une « autorité », il est subi, il n'est pas reconnu, et à la première occasion les esclaves se révoltent.
60. Pas de paix sans justice. Les injustices dans la répartition des biens et dans le statut des personnes engendrent des conflits inexpiables. Sans la juste répartition des fruits de l'effort commun, les citoyens ne peuvent s'identifier à la nation et ne seront pas motivés pour défendre ce qu'ils pensent être le privilège des possédants. Mais plus encore que le respect des biens, de l'avoir, la justice exige le respect de l'être, de la dignité et de l'égalité foncière des personnes. Quand des groupes entiers de citoyens campent aux portes de la cité, ils ne se sentent point portés à la défendre. Si elle ne les reconnaît pas comme siens, à leur tour ils refusent de la reconnaître comme leur bien commun. La paix intérieure devient fragile quand manque cette cohésion. Et dans la communauté des nations un pays frustré devient agressif et engendre des conflits. La Bible nous le rappelle : La paix est le fruit de la justice (Is 32, 17).
61. Il n'y a pas non plus de paix véritable sans solidarité. Au-delà de la simple justice, la charité exige que la communauté humaine sache s'organiser pour promouvoir un véritable bien commun. Beaucoup de gens n'en avaient pas conscience hier. Mais aujourd'hui, les médias tissent un réseau très serré de communications. Si parallèlement un réseau d'échanges et de solidarité ne se met pas en place, la communauté humaine explosera dans le choc entre le sous-développement économique de l'hémisphère Sud et le sous-développement moral de l'hémisphère Nord, car, comme disait Paul VI, « pour les nations comme pour les personnes l'avarice est la forme la plus évidente du sous-développement moral. [\[29\]](#) »
62. Naturellement, ces valeurs fondamentales qui inspirent une paix authentique doivent prendre corps dans des institutions adaptées. Il faudrait redire ici ce que disaient le Concile et les encycliques *Pacem in terris* et *Populorum progressio* sur la construction de la communauté internationale. Ceci ne peut se réaliser sans l'apprentissage de nouveaux modes de vie internationale : « Les institutions internationales déjà existantes, tant mondiales que régionales, ont certes bien mérité du genre humain. Elles apparaissent comme les premières esquisses des bases internationales de la communauté humaine tout entière pour résoudre les questions les plus importantes de notre époque : promouvoir le progrès en tout lieu de la terre et prévenir la guerre sous toutes ses formes. [\[30\]](#) »
63. Finalement, il n'y a pas de paix authentique sans le respect véritable des droits de l'homme : « La paix entre les peuples et dans le cadre des nations elles-mêmes se [fonde] avant tout sur la justice, c'est-à-dire sur la reconnaissance effective des droits fondamentaux de tous les pays et de tous les citoyens », écrivait récemment Jean Paul II [\[31\]](#).
64. (*e. France, es-tu fidèle aux promesses de ton baptême ?*) L'évocation des droits de l'homme élargit singulièrement nos perspectives. Nous voilà bien au-delà de la « non-guerre ». Bien au-delà même de la juste répartition des biens à l'intérieur des nations et entre les nations elles-mêmes. Ce qui est en cause, c'est

- l'homme lui-même.
65. Ceci nous achemine vers une conception de la paix qui déborde largement les perspectives simplement sociales. La paix dont parle la Bible se situe à un autre niveau. La paix intégrale est harmonie de l'homme avec lui-même, avec le monde, avec les autres et avec Dieu. Cette paix véritable peut-elle régner dans ce monde qui est le nôtre ? Comme la non-violence totale, elle ne se rencontre à ce degré de plénitude que dans le cœur des saints comme François d'Assise, par exemple. Mais ces témoins appellent tous les hommes à préparer le retour du Prince de la paix (Is 9, 5) qui seul pourra établir toute justice. Pour hâter sa venue, ils nous appellent à construire à leur suite un monde qui déjà s'inspire des Béatitudes : Heureux ceux qui font régner la paix : ils seront appelés fils de Dieu (Mt 5, 9).
 66. Situer la paix à ce niveau, c'est rehausser le débat. C'est incontestable. Mais c'est normal. Un peuple ne peut vivre longtemps les yeux rivés sur les écrans radars de la surveillance du territoire. Ni sur les tableaux statistiques de ses économistes. Tout cela est important, mais reste de l'ordre des moyens. Au-delà des moyens de vivre, se pose la question des raisons de vivre. Pour les personnes. Mais aussi pour les nations et pour l'humanité tout entière. Et c'est une question de culture, c'est-à-dire une question spirituelle.
 67. À cet égard, ne sommes-nous pas en train de nous couper dangereusement de nos sources profondes, depuis plusieurs décennies, dans notre pays ?
 68. Quand s'oublie la justice et la solidarité, quand les étrangers et les immigrés se voient reprocher de remplir les berceaux et les classes maternelles que nous laissons vides, quand « l'amour est sans vie et la vie sans amour^[32] », quand la famille est ruinée, quand les partis et les groupes se jettent l'anathème, quand la foi est systématiquement brocardée, l'absolu devient relatif et le relatif absolu. Alors l'inspiration profonde d'une nation se perd et le pays tout entier doute de son identité et de sa vocation.
 69. Quand Jean Paul II nous demandait, à Paris : « France, fille aînée de l'Église, es-tu fidèle aux promesses de ton baptême ? », la question était-elle déplacée ? Déjà en pleine occupation, le P. G. Fessard nous alertait : « France, prends garde de perdre ton âme^[33] ! »
 70. La question ne s'adresse-t-elle pas aussi à l'Occident et aux pays de l'Est ? La menace majeure pour la France et pour l'Europe ne serait-elle pas spirituelle ? Quelle force le matérialisme pratique occidental peut-il opposer à long terme à son cousin, le matérialisme théorique de l'Est ? L'Ouest et l'Est n'ont-ils pas l'un et l'autre à revenir à leurs sources qui sont spirituelles ? Comme nous le rappellent Maurice Clavel et Soljenitsyne et beaucoup d'autres. La situation de péché qui est la nôtre appelle notre conversion à tous : Si vous ne vous convertissez pas, vous périrez tous (Le 13, 3).
 71. Les hommes de bonne volonté le pressentent au fond de leur cœur : une communauté humaine n'est pas une société à responsabilité limitée, ni un clan soudé par une menace commune, ni même une famille unie par le simple sang. Il lui faut une âme. Mais comment les hommes pourront-ils se reconnaître durablement frères s'ils refusent un Père commun ?
 72. En tout cas, nous les chrétiens, nous en sommes persuadés. Conscients « du mur

de haine » qui sépare les hommes (Ep 2, 14), sachant bien qu'il s'élève depuis la nuit des temps, cimenté par la jalousie, la violence et la vengeance (voir Gn 4, 1-8), nous savons la folle ambition de Dieu. Il veut arracher les hommes à la loi de la jungle pour en faire un peuple de fils, un peuple de frères. C'est une tâche impossible. Mais ce qui est impossible aux hommes est possible à Dieu (Lc 18, 27). Il a envoyé son Fils pour rassembler dans l'unité les enfants de Dieu dispersés (Jn 11, 52). Dans sa chair, il a détruit le mur de séparation : la haine... Il a voulu ainsi créer en lui un seul homme nouveau, en établissant la paix, et les réconcilier avec Dieu (Ep 2, 14-16).

73. Dans le même Esprit, nous voulons continuer son œuvre et la confier dans la prière au Père commun. Sans nier la détresse présente, nous voulons la dépasser, dans le respect des vocations diverses dans la cité, dès lors qu'elles procèdent d'un amour lucide et efficace pour la paix.
74. Dans une situation particulièrement difficile pour les hommes de notre temps, nous avons voulu, comme pasteurs, apporter un éclairage « en joignant la lumière de la Révélation à l'expérience de tous[34] » pour baliser la route.
75. Bien des points restent à élucider, bien des pistes restent à explorer, bien des champs restent ouverts où de légitimes divergences peuvent et doivent s'affronter : un dialogue loyal est un chemin de paix, il peut ouvrir au pardon et à la réconciliation.
76. Des groupes divers s'offrent aux chrétiens pour une recherche commune, pour la conversion du regard et du cœur et pour la connaissance des problèmes. Le sérieux du débat réclame en effet une information véritable. Selon des accents différents, des mouvements ou des organismes comme Pax Christi ou Justice et paix, dont c'est la vocation dans l'Église, s'y emploient. Mais cet effort n'est pas réservé à quelques-uns. La paix, c'est l'affaire de tous. La journée mondiale de la paix invite chacun à faire au moins les petits pas qui conviennent à son allure. Elle nous provoque tous à la réflexion, à la prière et au partage.
77. La paix définitive ne se trouve que près de Dieu, par-delà la mort. Elle se reçoit comme un don gratuit. Mais elle se prépare dès cette vie : Heureux les artisans de paix, ils seront appelés fils de Dieu (Mt 5, 10). La paix sur la terre (Lc 2, 14) porte en germe la paix du ciel. C'est peut-être une grâce que les hommes et les femmes de notre temps sont en train de découvrir dans la détresse présente : « Les uns contre les autres », nous ne gagnerons jamais plus la guerre, « les uns avec les autres[35] » nous pouvons gagner la paix.

La Documentation catholique, n° 1863, 4 décembre 1983, p. 1093-1101.

[1] [PT 112](#)

[2] « Devant cette immense entreprise qui gagne déjà tout le genre humain,

de nombreuses interrogations s'élèvent parmi les hommes : quels sont le sens et la valeur de cette laborieuse activité ? Quel usage faire de toutes ces richesses ? Quelle est la fin de ces efforts, individuels et collectifs ? L'Église gardienne du dépôt de la parole divine, où elle puise les principes de l'ordre religieux et moral, n'a pas toujours, pour autant, une réponse immédiate à chacune de ces questions ; elle désire toutefois joindre la lumière de la Révélation à l'expérience de tous, pour éclairer le chemin où l'humanité vient de s'engager » ([Gaudium et spes](#), [GS 33](#), 2).

[3] Voir Hermann Kahn, *De l'escalade - métaphore et scénario*, Paris, Calmann-Lévy, 1966, p 231.

[4] [Gaudium et spes](#), [GS 80](#), 2.

[5] « La justice construit la paix » (déclaration des évêques de l'Allemagne de l'Ouest), *La Documentation catholique*, 1983, p. 582.

[6] On en trouvera un récent exposé sous un titre significatif : Jean Toulat, *Combattants de la non-violence*, Paris, Éd. du Cerf, 1983. Voir aussi, du même, *Un combat pour la vie*, Nouvelle Cité, 1982, chap VII : « La bombe ou la vie ».

[7] Voir Julien Freund, *Qu'est-ce que la politique ?* Paris, Éd. du Seuil, 1965, p. 118, 131, 167.

[8] Voir [Gaudium et spes](#), [GS 79](#), 4 et [GS 82](#), 2.

[9] On peut se demander, par exemple, ce qui serait arrivé si Gandhi, au lieu d'avoir pour partenaire lord Louis Mountbatten, avait eu un des bourreaux célèbres de l'Europe. La persécution des non-violents à l'Est doit aussi donner à réfléchir sur un courant à sens unique.

[10] « On ne doit pas chercher uniformément la certitude en toutes choses, mais selon la manière qui convient à chaque sujet », écrivait le vieil Aristote, et saint Thomas commente : « Et comme toutes les choses contingentes sur lesquelles portent des opérations humaines font l'objet de la prudence, sa certitude ne peut être si grande qu'elle exclue toute interrogation » (S. théol., q. 47, a 9, ad 2). Il est clair que la formulation d'un jugement éthique ne peut se faire que par une approche progressive des données dans une confrontation pluridisciplinaire avec les intéressés (voir [Gaudium et spes](#), [GS 33](#), 2), et en modulant son expression selon les degrés de la certitude acquise.

[11] Sur ces débats voir, par exemple, parmi les dernières pièces versées au dossier : Général L. Poirier, « Essais de stratégie théorique », *La Documentation catholique*, 1982, et Fr. De Rose, *Contre la stratégie des Curiaces*, Paris, Julliard, 1983.

[12] [Gaudium et spes](#), [GS 81](#), 1 et 2.

[13] [GS 81](#),04.

[14] Voir *La Documentation catholique*, 24 juillet 1983, p. 715-762.

[15] « Message à l'ONU », juin 1982, *La Documentation catholique*, 4 juillet 1982, p. 666.

[16] *Discours au Concile*, Paris, Éd. du Centurion, 1966, p. 329 et 327-328 ; *La Documentation catholique*, 1965, col. 1734-1735.

[17] [Gaudium et spes](#), [GS 80](#), 4.

[18] [GS 82](#), 2.

[19] « Déclaration des évêques allemands », *La Documentation catholique*, 1983, p. 583.

[20] Au Concile déjà, l'archevêque de Liverpool, Mgr Heck, avait tenté de cerner ce problème difficile : « Il semble manifeste qu'un gouvernement qui possède des armes nucléaires de dissuasion et menace d'en faire usage en tant que telles est dans une occasion prochaine de péché grave. On peut rétorquer que tant que nous n'aurons pas des institutions internationales efficaces, c'est-à-dire tant qu'un pays ne peut pas renoncer à ses armes de dissuasion sans risques graves pour sa liberté, ainsi que ses valeurs culturelles et spirituelles, cette occasion prochaine de péché est ce que les moralistes appellent une "occasion nécessaire" qu'il faut accepter comme un compromis tant que ne sera pas créé cet équilibre de confiance et de discussion qui doit remplacer l'actuel équilibre de la terreur. Nous devons rappeler à ces nations la grave obligation qu'elles ont actuellement de rendre l'occasion de péché plus éloignée en se montrant prêtes à accepter des limitations à leur souveraineté nationale dans la mesure nécessaire à la création d'une autorité internationale efficace ». (*La Documentation catholique*, 1965, col. 2088). Occasion prochaine de péché grave !... mais occasion nécessaire, comme dit la morale classique... Une fois de plus nous rencontrons une éthique de détresse, recevable seulement à condition qu'elle s'inscrive dans une perspective dynamique, de gradualité, de dépassement, et qu'on ne prétende pas faire d'un moindre mal un bien !

[21] Il ne faut pas nier que le fait matériel pour un pays de développer constamment sa capacité de riposte nucléaire, même s'il est lié à la volonté d'écartier la guerre, comporte de soi une sorte de tentation, celle du recours à la menace nucléaire. C'est l'une des faiblesses de cette position et l'on ne peut se prémunir là contre qu'en confiant le soin des affaires de la nation à des hommes conscients de leur responsabilité. Une « nation nucléaire » doit être une nation raisonnable et résolument tournée vers la paix, mais pas la paix à n'importe quel

prix.

[22] *Populorum progressio*, [PP 49](#).

[23] [PP 53](#).

[24] Cardinal Etchegaray, « L'Église aujourd'hui à Marseille » (23 octobre 1983), *La Documentation catholique*, 1983, 1862, p. 1063.

[25] *Gaudium et spes*, [GS 82](#), 1.

[26] « Message pour la journée de la paix 1983 », *La Documentation catholique*, 16 janvier 1983, p. 70.

[27] *Gaudium et spes*, [GS 82](#), 3.

[28] Voir *La Documentation catholique*, 1983, p. 69.

[29] *Populorum progressio*, [PP 19](#).

[30] *Gaudium et spes*, [GS 84](#), 3 et [GS 85](#), 3.

[31] Lettre à Mgr Manfredini pour l'anniversaire de *Pacem in terris* et *Populorum progressio*, *La Documentation catholique*, 1983, p. 551.

[32] Mgr Lustiger à Bonn ; voir *La Documentation catholique*, 1981, p. 982.

[33] Gaston Fessard, *Cahier du Témoignage chrétien*, 1942.

[34] *Gaudium et spes*, [GS 33](#), 2.

[35] Voir Paul VI à l'ONU en 1965.

Pour citer l'article : <https://www.doctrine-sociale-catholique.fr/textes-des-conferences-episcopales-francophones/254-gagner-la-paix>